

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

| | |
|--------------|--|
| Suchabfrage | 24.04.2024 |
| Thema | Keine Einschränkung |
| Schlagworte | Konservative und Rechte Parteien |
| Akteure | Partei National Orientierter Schweizer (PNOS) |
| Prozesstypen | Keine Einschränkung |
| Datum | 01.01.1965 - 01.01.2024 |

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Schaub, Hans-Peter

Bevorzugte Zitierweise

Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Schaub, Hans-Peter 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Konservative und Rechte Parteien, Partei National Orientierter Schweizer (PNOS), 2010 - 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

| | |
|---|---|
| Allgemeine Chronik | 1 |
| Grundlagen der Staatsordnung | 1 |
| Politische Grundfragen | 1 |
| Stimmung in der Bevölkerung | 1 |
| <hr/> | |
| Parteien, Verbände und Interessengruppen | 2 |
| Parteien | 2 |
| Konservative und Rechte Parteien | 4 |

Abkürzungsverzeichnis

EJPD Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EDI Eidgenössisches Departement des Inneren

DFJP Département fédéral de justice et police
DFI Département fédéral de l'intérieur

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Stimmung in der Bevölkerung

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.06.2021
MATHIAS BUCHWALDER

La crise du Covid-19 a fait irruption dans le quotidien des suisses et des suissesses au début de l'année 2020, plongeant le pays, mais aussi le reste du monde, dans une période inhabituelle d'incertitudes. Comme l'ont constaté les médias nationaux, cette crise s'est accompagnée d'une dégradation du climat politique et sociétal, en particulier avec les deuxième et troisième vagues à l'automne 2020 et au printemps 2021. Evoqué à maintes reprises par la presse, la **fracture** qui s'est développée **au sein de la population** s'est accentuée avec l'arrivée des vaccins, et avec eux des débats autour des certificats sanitaires, des conditions d'entrée dans les événements culturels et dans les restaurants ou encore de la gratuité des tests. Des manifestations ont eu lieu à divers endroits du pays pour protester contre les mesures sanitaires. Au niveau politique, la population a certes approuvé la loi Covid-19 en votation le 13 juin 2021. Cependant, le souverain se prononcera à nouveau le 28 novembre 2021 sur la deuxième mouture de cette loi, le comité référendaire n'ayant eu aucun mal à rassembler les signatures nécessaires à la tenue d'un autre référendum.

Dans ce contexte, de nombreux et nombreuses opposants et opposantes ont dénoncé les mesures sanitaires «imposées» par le Conseil fédéral, allant jusqu'à utiliser le terme de «**dictature**» pour qualifier la situation actuelle. L'UDC souhaitait faire office de porte-parole à cette partie de la population et plusieurs de ses représentantes et représentants se sont montrés très critique à l'encontre des autorités. Le conseiller national zurichois Roger Köppel n'a d'ailleurs pas hésité à exiger la démission de l'entier du collège fédéral. La virulence des élu.e.s agrarien.ne.s a poussé le président de la Confédération Guy Parmelin, issu du même parti, à mettre les points sur les i à la fin du mois de février, rappelant que la Suisse est loin d'être une dictature. Certain.e.s élu.e.s cantonaux.ales ont par ailleurs pris leurs distances avec la ligne du parti, à l'exemple du ministre de la santé argovien Jean-Pierre Gallati. Selon lui, Magdalena Martullo-Blocher (GR), qui fut l'une des premières à utiliser le terme «dictature», n'aurait pas pu utiliser ce terme «si nous vivions réellement dans une dictature». Le ministre de la santé de Bâle-Campagne Thomas Weber et ses homologues bernois et zurichois Pierre Alain Schnegg et Natalie Rickli, tous membres de l'UDC, ont également trouvé les propos de Martullo-Blocher exagérés.

Le co-président du PS Cédric Wermuth se montrait critique à l'égard du parti agrarien dans les colonnes de l'Aargauer Zeitung en mars 2021. Selon lui, la communication de l'UDC était le signe d'une radicalisation des propos et banalisait certaines formes de violence. Ainsi, cela enverrait un signal à une frange très à droite de la population, donnant l'impression qu'il est permis de sortir des règles du jeu démocratique, comme cela fut le cas au États-Unis en janvier 2021 avec l'attaque du capitol par des partisans du président non-réélu Donald Trump. Pour Cédric Wermuth, ce comportement de l'UDC est d'autant plus «grotesque» que le parti occupe la présidence du Conseil national avec Andreas Aebi et celle des États avec Alex Kuprecht, en plus de la présidence de la Confédération. Le chef de la fraction UDC au parlement Thomas Aeschi soutenait cependant les propos de ses camarades de parti, regrettant un problème de concentration des pouvoirs entre les mains de l'exécutif durant la pandémie; une situation rendue possible par la loi sur les épidémies, qui n'aurait jamais dû permettre cela selon lui.

La déchirure au sein de la population – ainsi décrite dans les médias – s'est également observée à travers les nombreuses théories alternatives quant à l'origine du virus ou aux effets des vaccins. Diverses **théories du complot** ont ainsi eu le vent en poupe, comme l'a montré une étude de l'université de Bâle, qui a recueilli via un questionnaire anonyme en ligne les réponses de plus de 1'600 personnes en Suisse et en Allemagne. Les résultats, publiés dans la revue «Psychological Medicine», ont révélé que 10 pour cent des personnes questionnées croyaient fermement à au moins une théorie complotiste. 20 pour cent d'entre elles croyaient plus ou moins à une théorie, alors que les 70 pour cent restant n'étaient pas crédules. L'étude précise que les théories doivent être considérées de manière différenciée. Lorsqu'il s'agissait de savoir si le virus est d'origine humaine, 28 pour cent des personnes interrogées étaient convaincues que oui. 38 pour cent étaient indécises et 35 pour cent pensaient que non. Quant à la version officielle de l'origine de virus, 27 pour cent des répondant.e.s se montraient très méfiant.e.s et doutaient de sa véracité. 35 pour cent y croyaient, alors

que 38 pour cent restaient indécis.es face à cette question. Les avis très différents, parfois au sein d'une même famille, ont pu mener à de profonds désaccords et parfois à des conflits. Ce sujet a beaucoup intéressé la presse, qui y a consacré de nombreux articles.

Plusieurs organisations ont profité de cette occasion pour répandre diverses théories conspirationnistes. La Sonntagszeitung a consacré un article décryptant ce phénomène. L'une de ces théories, soutenue par le Parti nationaliste suisse, d'extrême-droite, imputait la propagation du coronavirus au financier juif George Soros, qui aurait possédé une usine à Wuhan, le premier lieu où le virus a été observé. D'après l'hebdomadaire, Soros est la cible fréquente des théoriciens du complot néonazis, qui lui reprochent notamment de soutenir financièrement les voyages des migrant.e.s en direction de l'Europe. Mais les théories complotistes ne sont pas l'apanage de l'extrême-droite. Dans certains milieux de gauche, la fermeture des frontières au printemps 2020 n'a pas été perçue comme une manière de freiner la progression du virus, mais plutôt comme un acte raciste qui visait à empêcher l'arrivée de réfugié.e.s et à «préserver la structure actuelle de la société», expliquait la Sonntagszeitung. Selon l'Aargauer Zeitung, d'autres théories ont foisonné sur les réseaux sociaux, alimentées par des mouvements qui n'ont pas confiance dans les autorités.¹

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Parteien

Jahresrückblick 2022: Parteien

BERICHT
DATUM: 31.12.2022
HANS-PETER SCHAUB

Die Parteien als wichtige politische Akteure werden in der Öffentlichkeit besonders stark im **Zusammenhang mit Wahlen und Abstimmungen** wahrgenommen. Mit den **Bundesratsersatzwahlen vom Dezember 2022** schnellte insbesondere die Medienpräsenz der SVP und der SP, in geringerem Mass auch jene der Grünen in die Höhe (siehe Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse 2022 im Anhang).

Die **SVP** hatte dabei den zurücktretenden Ueli Maurer zu ersetzen. Zu reden gab dabei, dass die in den letzten Jahrzehnten tonangebende Zürcher Kantonssektion erst nach längerer Suche überhaupt eine Kandidatur präsentieren konnte (alt Nationalrat Hans-Ueli Vogt), während die Berner Sektion mit Nationalrat Albert Rösti und Ständerat Werner Salzmann gleich zwei Kandidaten ins Rennen schicken konnte. Relativ früh zeichnete sich ab, dass es anders als bei früheren Bundesratswahlen bei der SVP zu keiner ZerreiSSprobe und allfälligen Parteiausschlüssen kommen würde, da die anderen Fraktionen keine Ambitionen erkennen liessen, eine Person ausserhalb des offiziellen SVP-Tickets zu wählen, für das die SVP-Fraktion letztlich Vogt und Rösti auswählte. Schliesslich erhielt die SVP mit Albert Rösti einen Bundesrat, der als linientreu und gleichzeitig umgänglich im Ton gilt.

Die **SP** wiederum hatte nach dem überraschenden Rücktritt von Simonetta Sommaruga nur wenig Zeit für die Nominierung ihrer Kandidaturen. Für gewisse Turbulenzen sorgte hier der von der Parteispitze rasch und offensiv kommunizierte Antrag an die Fraktion, sich auf Frauenkandidaturen zu beschränken. Ständerat Daniel Jositsch (sp, ZH) rebellierte zunächst dagegen und gab seine eigene Kandidatur bekannt, zog diese aber wieder zurück, nachdem die SP-Fraktion dem Antrag der Parteispitze deutlich zugestimmt hatte. Mit einer «Roadshow» der Kandidatinnen in verschiedenen Landesteilen versuchte die SP trotz der knappen Zeit noch vom Schaufenstereffekt der Bundesratswahlen zu profitieren. Auf's Ticket setzte die Fraktion schliesslich die beiden Ständerätinnen und ehemaligen Regierungsrätinnen Eva Herzog (BS), die Mitglied der SP-Reformplattform ist und eher dem rechten Parteiflügel zugerechnet wird, und Elisabeth Baume-Schneider (JU), die als umgänglicher und weiter links stehend gilt. Im Parlament gingen in den ersten Wahlgängen überraschend viele Stimmen an den nicht auf dem Ticket stehenden Jositsch, bevor schliesslich Baume-Schneider den Vorzug vor Herzog erhielt. Wenig erbaut zeigte sich die SP von der anschliessenden Departementsverteilung, bei der Baume-Schneider das EJPD zugeteilt und Alain Berset ein angeblich gewünschter Wechsel aus dem EDI verwehrt wurde.

Dass weder die SVP noch die SP um ihre zweiten Bundesratssitze bangen mussten, hatte auch damit zu tun, dass sich die **Grünen**, die bei den letzten Gesamterneuerungswahlen noch mit einer Sprengkandidatur angetreten waren, selbst früh aus dem Rennen nahmen. Manche Beobachterinnen und Beobachter warfen den Grünen deswegen Harmlosigkeit und mangelnden Machtinstinkt vor. Die Grünen

argumentierten dagegen, dass ein Angriff auf den SP-Sitz dem rot-grünen Lager keine Stärkung bringen würde und ein Angriff auf den SVP-Sitz aussichtslos gewesen wäre, weil das «Machtkartell» der bisherigen Bundesratsparteien keine Sitzverschiebungen wolle.

Alle 2022 durchgeführten **kantonalen Wahlen** wurden von den Medien auch als Tests für den **Formstand der Parteien** im Hinblick auf die eidgenössischen Wahlen im Herbst 2023 interpretiert. Die grossen Zwischenbilanzen, die im März nach den kantonalen Wahlen in Bern, der Waadt, Obwalden und Nidwalden gezogen wurden, bestätigten sich im Wesentlichen auch in den folgenden Glarner und Zuger Wahlen (allerdings nicht in Graubünden, das wegen einem Wechsel des Wahlsystems jedoch einen Sonderfall darstellt): Die «**grüne Welle**» rollte weiter, zumal die Grünen und noch stärker die GLP fast durchwegs Zugewinne verbuchen konnten. Demgegenüber büssten alle vier Bundesratsparteien Stimmenanteile ein, am deutlichsten die SP. Spekulationen über Gewinne und Verluste bei den nationalen Wahlen und mögliche Auswirkungen für die Sitzverteilung im Bundesrat sind freilich zu relativieren, weil sich Themen- und Parteienkonjunktur bis im Oktober 2023 noch deutlich verändern können und sich kantonale Wahlergebnisse aus mehreren Gründen nicht einfach auf die nationale Ebene übertragen lassen.

Misst man den Rückhalt der Parteien an ihrem **Erfolg in den Volksabstimmungen**, so ergibt sich ein etwas anderes Bild: Am häufigsten – nämlich bei 8 von 11 Abstimmungsvorlagen – stand dieses Jahr die EVP mit ihren Parolen auf der Siegerseite, gefolgt von EDU, FDP, GLP und Mitte (je 7). Seltener jubeln konnten die Parteien an den linken und rechten Polen des Spektrums (Grüne, PdA, SP und SVP: je 6). Freilich ist nicht jede Abstimmungsvorlage für jede Partei gleich wichtig. So war etwa für die SP das knappe Ja zur AHV-21-Reform mit der Frauenrentenaltererhöhung besonders schmerzhaft, die beiden Nein zu den Teilabschaffungen von Stempel- und Verrechnungssteuer hingegen besonders erfreulich. Für FDP und SVP war es gerade umgekehrt, daneben war für sie auch die Ablehnung des Medienpakets ein bedeutender Erfolg.

Mit Blick auf ihre **Mitgliederzahlen** sahen sich derweil fast alle grösseren Parteien im Aufwind: GLP, Grüne, Mitte, SP und SVP meldeten im Vergleich zu 2020 Mitgliederzuwächse im vierstelligen Bereich, die FDP hatte keine Informationen zu ihrer aktuellen Mitgliederentwicklung. Ein Grund für die vermehrte Hinwendung zu den Parteien könnte sein, dass die stark alltagsrelevante Covid-19-Pandemie, die intensivierte Diskussion um den Klimawandel und aussergewöhnlich intensive Abstimmungskämpfe etwa zur Konzernverantwortungsinitiative im November 2020 und zu den beiden Covid-19-Gesetzesvorlagen im Juni und im November 2021 viele Bürgerinnen und Bürger stärker politisiert haben.

Das Jahr brachte in der Schweizer Parteienlandschaft auch einige **strukturelle Veränderungen**. So ist mit der Gründung einer Kantonalsektion in Uri die GLP nun erstmals in sämtlichen Kantonen präsent. Bei der BDP fand zum Jahresbeginn der umgekehrte Weg seinen Abschluss: Am 1. Januar 2022 hörten die letzten beiden BDP-Kantonalsektionen auf zu existieren, nachdem die Partei auf nationaler Ebene schon ein Jahr davor in der Mitte aufgegangen war. Ganz aufgelöst wurde sodann die Partei national orientierter Schweizer (Pnos), die als parteipolitischer Arm der rechtsextremen Szene in der Schweiz gegolten hatte. Sie war im Parteiensystem nie über eine marginale Rolle hinausgekommen. Ihre Auflösung bedeutet allerdings nicht das Aussterben rechtsextremer Ideologien im Land, sondern lediglich das – vorläufige – Ende der parteipolitischen Aktionsform des Milieus.

Nachdem der Bundesrat im zu Ende gehenden Jahr das Gesetz und eine konkretisierende Verordnung zur **Transparenz der Politikfinanzierung** in Kraft gesetzt hat, werden sich die Parteien im neuen Jahr erstmals an die entsprechenden Regeln halten müssen. Die Parteien, die in der Bundesversammlung vertreten sind, haben unter anderem ihre Gesamteinnahmen sowie Zuwendungen von über CHF 15'000 offenzulegen.²

Konservative und Rechte Parteien

PARTEICHRONIK
DATUM: 31.12.2010
MARC BÜHLMANN

Die **PNOS** formierte sich in Langenthal neu. An der Generalversammlung wurde Dominic Lüthard (BE) zum Präsidenten der nationalen Partei gewählt. Ein Exponent der Partei wurde wegen Verstosses gegen den Antirassismusartikel verurteilt, weil er die Echtheit des Tagebuchs von Anne Frank leugnete.³

WAHLEN
DATUM: 18.12.2011
MARC BÜHLMANN

Die PNOS trat in den Kantonen Bern und Waadt erfolglos zu den **Nationalratswahlen** an. Für Aufmerksamkeit in der Sonntagspresse sorgte die vermutete Nähe einiger PNOS-Exponenten zur rechtsextremen Zwickauer Terrorzelle „Nationalsozialistischer Untergrund“.⁴

PARTEICHRONIK
DATUM: 06.08.2012
MARC BÜHLMANN

Die Partei national orientierter Schweizer (Pnos) rief für den 5. August zu einer Feier auf dem **Rütli** auf. Die Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft (SGG) als Verwalterin der Rütli-Wiese bezeichnete den Aufruf, für den keine Bewilligung erteilt worden sei, zwar als „unanständig“ und als „Frechheit“, sie sah aber von einem Protest ab, was ihr prompt Kritik von der Juso einbrachte. Rund 200 Mitglieder rechtsextremer Gruppierungen kamen dem Aufruf nach. Die präsenste Polizei filmte zwar den Anlass, schritt aber nicht ein. Weil linke Gegendemonstrationen ausgeblieben waren, kam es auch zu keinen Scharmützeln.⁵

GERICHTSVERFAHREN
DATUM: 19.07.2013
MARC BÜHLMANN

Die Partei national orientierter Schweizer (Pnos) ist **Sammelbecken der parteipolitisch aktiven rechtsextremistischen Szene**. Eine von der deutschen Bundesanwaltschaft organisierte Operation gegen rechtsextreme Gruppierungen in Deutschland, den Niederlanden und der Schweiz ermöglichte einen Blick auf diese Szene in der Schweiz, der rund 1'000 bis 1'300 Personen angehören. Die Gefahr von terroristisch-gewalttätigen Aktionen sei in der Schweiz im Gegensatz zu Deutschland gering, so eine Erkenntnis der Operation. Allerdings müsse man sich um die Affinität der Neonazis zu Schusswaffen Sorgen machen. So soll etwa die Tatwaffe, die im deutschen Fall NSU, bei dem zehn Personen umgebracht wurden, verwendet wurde, aus der Schweiz stammen. Nachdenklich stimmen müsse denn auch die enge Verbindung der rechtsextremen Szene der Schweiz mit Gesinnungsgenossen aus Deutschland.⁶

PARTEICHRONIK
DATUM: 05.08.2013
MARC BÜHLMANN

Im Gegensatz zu den Vorjahren sah die Pnos von einer eigenen **Feier auf dem Rütli** ab. Seit der Einführung des Ticketing-Systems 2009 gab es am 1. August keine Aufmärsche von Rechtsextremen auf dem Rütli mehr. Die Pnos rief allerdings jeweils im Nachgang des 1. August zu einer eigenen Bundesfeier in der Wiege der Schweiz auf. Begründet wurde der Verzicht offiziell mit der geringen Teilnehmerzahl.⁷

ANDERES
DATUM: 22.04.2014
MARC BÜHLMANN

Die **rechtsextreme Szene** der Schweiz stand im Berichtjahr nur selten im medialen Fokus. Im April zeigten Recherchen der "Sonntagszeitung", dass im Januar in der Zentralschweiz ein Benefizkonzert zugunsten der rechtsextremen griechischen Partei „Goldene Morgenröte“ stattgefunden hatte. Die PNOS – Sammelbecken parteipolitisch aktiver Rechtsextremisten – sei aber im Moment kaum aktiv, gab ein Rechtsextremismus-Experte zu Protokoll.⁸

GERICHTSVERFAHREN
DATUM: 06.06.2014
MARC BÜHLMANN

Für Aufregung sorgte das Bundesverwaltungsgericht, weil es eine Beschwerde eines Tessiners gutgeheissen hatte, der wegen eines Tattoos in Form eines Rechtsextremismus-Symbols und seiner **rechtsextremen Haltung** von der **Armee** keine persönliche Waffe erhalten hatte. Der Mann sei von der Armee zu Unrecht als Sicherheitsrisiko eingestuft worden, befand das Bundesverwaltungsgericht.⁹

Im Februar 2022 wurde die **Auflösung der Partei national orientierter Schweizer (Pnos)** bekannt. Das Ende der Partei war von der Parteileitung Anfang Jahr beschlossen worden. Als Gründe für den Entscheid nannte Pnos-Präsident Florian Gerber (BE), dass die Parteistrukturen marode und das Image der Partei schlecht seien, zudem habe die Covid-19-Pandemie grössere Zusammenkünfte verunmöglicht. «Der Kampf» solle aber auf «alternativen Wegen» fortgeführt werden.

Die Pnos war im Jahr 2000 gegründet worden und galt als **parteipolitischer Arm der Schweizer Neonazi-Szene**. Gemäss der Sonntagszeitung vertrat die Partei rassistische, antisemitische sowie antiislamische Positionen, trat für ein konservatives Familienmodell ein und lehnte Kapitalismus sowie Globalisierung ab. Nach eigenen Angaben hatte die Pnos zuletzt rund tausend registrierte Sympathisantinnen und Sympathisanten gezählt. Die **Zahl der Parteimitglieder** lag gemäss externen Schätzungen während der ganzen Parteigeschichte nie über 300 und die Anzahl Kantonalsektionen nie über 11, wie die Sonntagszeitung schrieb. 2015 schätzte das Bundesamt für Polizei 250 Pnos-Mitglieder, 2011 hatte die Partei selbst von «weniger als 200 Mitgliedern» gesprochen. Die einzigen **Mandate**, die die Pnos während ihrer Parteigeschichte erringen konnte, waren je ein Sitz im Stadtparlament von Langenthal BE (2004–2009) und in der Gemeindeexekutive von Günsberg SO (ab 2005). Ihre Stammlande lagen im bernischen Oberaargau.

Öffentliche Aufmerksamkeit hatte die Partei wiederholt mit **Aufmärschen zum 1. August** erzielt. So orchestrierte die Partei etwa die «Schande vom Rütli» mit, als am 1. August 2005 Hunderte Rechtsextreme den Hitlergruss zeigten und den Bundespräsidenten Samuel Schmid (svp, BE) niederschrien. Zuletzt war die Partei kaum noch aktiv gewesen. Ende 2021 erschien sie in den Medien, weil Parteipräsident Gerber und sein Stellvertreter Yannic Nuoffer wegen antisemitischer Rassendiskriminierung verurteilt worden waren; sie hatten im Pnos-Parteimagazin «Harus» Teile der antisemitisch-verschwörungstheoretischen «Protokolle der Weisen von Zion» veröffentlicht.

In den Medien wurde die Auflösung der Pnos **nicht als Zeichen für das Aussterben rechtsextremer Ideologien** interpretiert, sondern lediglich als – vorläufiges – Ende der parteipolitischen Aktionsform des Milieus. Dabei herrschte die Einschätzung vor, dass für die nationalsozialistische Ausrichtung der Pnos derzeit keine Basis mehr in der rechtsextremen Szene bestehe. Stärker seien heute Strömungen der Identitären und der sogenannten Neuen Rechten, die in der Deutschschweiz etwa durch die Gruppierung «Nationale Aktionsfront» und deren Jugendbewegung «Junge Tat», in der Westschweiz durch die «Résistance Helvétique» verkörpert würden.¹⁰

1) SoZ, 5.4.20; NZZ, 3.2.21; AZ, 27.2.21; NZZ, 2.3.21; AZ, 3.3., 11.3., 13.3.21; NZZ, 17.3., 20.3.21; CdT, 24.3.21; AZ, 29.3., 8.4.21; NZZ, 10.4.21

2) APS-Zeitungsanalyse 2022 – Parteien

3) BZ, 19.4.10.

4) TA, 14.10.11; So-Bli, 20.11.11; SoZ, 18.12.11.

5) SoZ, 29.7.12; NZZ, 4.8. und 6.8.12.

6) NZZ, 19.7.13.

7) BU, 5.8.13.

8) LZ, 22.4.14

9) Blick, 6.6.14

10) TA, 29.1.21; Lib, 13.2.21; Bund, 17.12.21; Blick, TA, 10.2.22; Bund, LT, 11.2.22; NZZ, 12.2.22; SoZ, 13.2.22; WW, 24.2.22